

D 1185 CHILI: MENACES DE MORT CONTRE UN ÉVÊQUE

A l'heure où le Pape rend visite au Chili, le climat est des plus tendus entre le gouvernement et certains secteurs de l'Eglise (cf. DIAL D 1138 et 1157). Derniers épisodes en date: une vigoureuse déclaration des évêques à l'occasion du Carême, le 4 mars 1987; et l'interview de Mgr Camus, évêque de Linares, au quotidien *El Mercurio* le 8 mars. Dans cette interview, qui a provoqué une violente réplique du gouvernement, l'évêque de Linares expliquait qu'en morale catholique traditionnelle le tyrannicide peut parfois se justifier mais la torture, jamais. Mgr Camus faisait allusion à l'arrestation d'une de ses jeunes nièces et de deux autres jeunes survenue le 23 février précédent et suivie de tortures. L'allusion évidente à l'attentat contre le général Pinochet en septembre 1986 ne pouvait que se solder par une polémique très dure et par des menaces de mort contre l'évêque de Linares. L'article ci-dessous est tiré du bi-mensuel *Solidaridad* du 13 au 26 mars 1987.

Note DIAL

MGR CARLOS CAMUS MENACÉ DE MORT

La polémique provoquée par l'interview (8 mars) de l'évêque de Linares, Mgr Carlos Camus - à l'exemple d'autres déclarations d'évêques - pourrait continuer sans fin.

En plein débat on a entendu la voix mesurée du secrétaire exécutif de la Commission nationale de la visite du Saint-Père, Mgr Francisco José Cox: "Cela n'a pas beaucoup de sens que d'exacerber les polémiques. Il faut au contraire profiter de l'occasion pour ouvrir davantage notre cœur et nous dire que nous avons besoin de la parole éclairante du Saint-Père. Et cela vaut pour tout le monde: les évêques, les prêtres, les fidèles, les gouvernants et les gouvernés. Il est à mon sens tout à fait providentiel que le Saint-Père vienne précisément maintenant, car il est pour nous un point fixe vers lequel nous devons tous converger. Chacun va faire preuve de sagesse et d'orientation."

Calmer le débat

Mgr Camus a, lui aussi, abondé dans ce sens: "Il ne faut pas continuer avec ça car ce n'est pas un climat pour préparer la venue du pape" (11 mars).

L'interview de Mgr Camus a suscité la réaction immédiate du gouvernement qui, par le biais du ministère des relations extérieures et du ministre de la justice - ce dernier par la radio et la télévision d'Etat - a fait savoir officiellement son mécontentement. Le nonce s'est rendu au palais de La Moneda et, ultérieurement, a eu une conversation avec Mgr Camus sur la demande de ce dernier (10 mars).

Alors que l'heure est à l'apaisement de la polémique, on a parallèlement et publiquement appris que Mgr Camus avait reçu des menaces de mort après la publication de son interview. Le lundi 9, des individus non identifiés ont déposé à ses bureaux de Linares une lettre disant: "Camus, si tu continues à faire de la politique, tu vas aller rendre visite à St Pierre". Le texte était signé d'un soi-disant "Commando Rolando Matus".

Suite à cela, une plainte a été déposée auprès de la justice de Talca, qui l'a enregistrée. Il a également été disposé que la police des enquêtes du Chili vérifie *"s'il existe réellement un groupe intitulé Commando Rolando Matus (CRM)"*. Il était précisé dans la plainte de l'évêque qu' *"il y a une action coordonnée et systématique contre ma personne, qui est susceptible de se traduire par des actes extrêmement dangereux, sauf si la justice prend les mesures propres à les éviter"*. Ce fait et d'autres antérieurs *"impliquent un risque pour mon intégrité personnelle ainsi que pour ceux qui travaillent dans le cadre de l'évêché de Linares"*.

Les organismes officiels de Talca ont accordé à l'évêque une protection policière avant même de connaître la décision de la justice locale.

Menaces antérieures

D'après des sources liées à l'évêché et des informations rendues publiques à l'époque, ces menaces sont les dernières d'une série d'intimidations destinées, dans les mois précédents, tant à l'évêque qu'à ses collaborateurs.

Le 7 septembre dernier - jour de l'attentat contre le convoi présidentiel - des inconnus ont brûlé des panneaux fixés sur les murs du service d'action sociale. Des voisins qui s'en étaient aperçu sont intervenus pour empêcher le feu de se propager à l'édifice. Deux jours plus tard des tracts ont été lancés dans la ville de Linares sur lesquels on lisait: *"Evêque, retiens tes chiens. Vive Pinochet!"* Dans la nuit du 10 septembre, les murs de la maison de l'évêque ont été barbouillés de graffiti traitant l'Eglise de communiste. C'était signé *"Patrie et liberté"*.

Trois mois plus tard, le 10 décembre 1986, les murs de l'évêché et du domicile du vicaire épiscopal pour la pastorale diocésaine, le Père Silvio Jara Ramírez, ont été couverts de graffiti: *"Assez de curés rouges", "Hors du Chili, Camus", "Zone communiste"...* Sous chaque phrase il y avait les initiales "CRM" qui correspondraient à *"Commando Rolando Matus"*, d'extrême-droite.

A cette occasion le P. Jara avait déjà déposé plainte auprès de la justice de Talca en joignant les photographies des graffiti. A l'époque, la préfecture régionale des carabiniers avait déclaré qu' *"il n'existe actuellement aucun groupe s'appelant Rolando Matus dans la région. On sait cependant qu'un groupe de jeunes appartenant au Secrétariat de la jeunesse seraient ceux qui vont peindre des graffiti sur les murs; mais ils le font en réplique aux opérations de même nature menées par des éléments rattachés à l'évêché"*. La préfecture ajoutait qu'il n'y avait aucun élément concret sur l'identité des auteurs de ces graffiti.

Cette déclaration a été accueillie favorablement par le tribunal, lequel a donné l'ordre à la police des enquêtes de vérifier s'il existait dans la région un *"Commando Rolando Matus"* ou autre. A la date d'aujourd'hui, aucune réponse n'a été donnée aux demandes, en dépit de l'information transmise par les Carabiniers. Tous les éléments rassemblés - en particulier le rapport de la préfecture des carabiniers - devraient être repris dans la nouvelle enquête ouverte.

Au moment du bouclage du journal, le président de la conférence épiscopale, Mgr Bernardo Piñera, dûment autorisé par Mgr Camus, a regretté que les déclarations de ce dernier *"aient pu être comprises comme une critique ou une réserve, ce qui était étranger à son esprit"*. Il a également déclaré que *"Mgr Camus est d'accord sur le fait que l'assemblée plénière des évêques et les organismes ou personnes mandatées par elle sont aptes à donner un avis sur les événements nationaux, plus que chaque évêque en particulier"*.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441